

17 AVRIL, LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES PRISONNIERS POLITIQUES

DÉCLARATION :

- À l'occasion de la Conférence internationale de Saint-Sébastien en 2004, le 17 Avril a été établi comme la Journée internationale des prisonniers politiques. Désormais, cette journée revendicative est célébrée chaque année dans le Pays Basque et dans d'autres pays à travers le monde.
- Ce sont leur lutte et leur engagement politique qui affirment la nature politique des prisonniers. Ce sont l'oppression et la violation des droits du Peuple qui provoquent la révolte politique, la résistance politique.
- La résistance, pleine de légitimité, montre l'existence d'un conflit politique. Le conflit politique demande la reconnaissance du droit des Peuples à leur autodétermination, ainsi qu'une solution politique et démocratique, laquelle doit être abordée d'une façon dialoguée et négociée.
- La participation des prisonniers politiques dans la solution politique est, tout-à-fait, nécessaire, car leur contribution devient indispensable. Il faut rendre possible aux prisonniers politiques de débattre et de prendre des décisions. Il faut garantir leurs droits.
- Les conflits sociaux et politiques, les nations opprimées, la logique oppressive de l'argent... la volonté de transformer toute cette réalité a engagé à milliers de militants. Nous voulons profiter de cette journée pour montrer notre solidarité vers des exemples dans la lutte pour la libération des peuples, dont la Palestine, le Kurdistan, le Sahara, la Colombie, le Chili, sont, entre autres, l'expression de la cruelle réalité ci-dessus citée.
- La persécution des prisonniers politiques est basée sur des législations spéciales et la violation des droits, c'est pourquoi nous la dénonçons. Aussi, pour rendre possible la résolution des conflits, l'abolition de ces lois devient-elle une mesure incontournable.
 - Nous voulons nous rappeler de deux forts conflits acheminés vers une solution : ceux de l'Irlande du Nord et de l'Afrique du Sud, afin de souligner que la volonté politique et démocratique rend possible l'obtention d'un résultat positif.
- Ce n'est pas, malheureusement, le cas de nombreux d'autres pays. Même pas du Pays Basque. La Gauche Abertzale a mené à bien un changement de stratégie. Il

y a un an et demie que l'organisation ETA a mis fin à la lutte armée. Le Collectif des prisonniers politiques basques a soutenu le choix politique de la Gauche Abertzale, lequel a été, ainsi, renforcé.

- La négation de la nature politique des prisonniers est synonyme de négation de l'existence du conflit. Il faut reconnaître le conflit politique, car cette reconnaissance est nécessaire pour trouver une solution pour tous les dommages, les souffrances et les conséquences causés par ledit conflit.
- Nous tenons à souligner que la libération des prisonniers politiques contribue à la résolution des conflits.
- Nous soussignés, afin de acheminer vers une solution –comme il est arrivé en Colombie et au Kurdistan- des conflits tels que ceux du Pays Basque, de la Corse, de la Palestine, du Sahara, etc., nous voulons nous adresser aux agents suivants :
 - Aux différents États, afin qu'ils offrent un choix à la paix durable et à la justice.
 - Aux différents États, afin de mettre en place les conditions qui assureront la participation des représentants choisis par les prisonniers eux-mêmes.
 - Aux Peuples, et aux diverses agents sociaux et politiques, afin qu'ils fassent des efforts dans la même direction.
 - À la Communauté internationale, afin qu'elle soutient et protège les pas parcourus dans la résolution de tout conflit.

18 avril 2013